Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN BIRMANIE

Chroniques de Birmanie

Semaine du 14 au 20 janvier 2019

Rakhine

❖ Affrontements armés dans le nord de l'État Rakhine

→ Au moins trois civils ont été tués dans de nouveaux affrontements entre l'*Arakan Army* (AA) et l'armée birmane près du village de Hpon Nyo Leik, township de Buthidaung, le 13 janvier 2019.

→ L'armée a relâché 13 des 15 civils qui étaient détenus par ses forces, le 14 janvier. Ces civils sont suspectés par l'armée birmane d'aider l'AA, les deux civils non-relâchés sont accusés de collaboration avec l'AA et inculpés en vertu de l'article 17 de la loi sur les associations illégales.

→ L'armée a déclaré s'être emparée d'un camp temporaire de l'AA le 16 janvier dans le village de Thayet Pyin, township de Buthidaung. 5 soldats de l'AA auraient été tués dans l'attaque mais ce groupe a toutefois nié ces faits, en déclarant ne pas avoir eu d'affrontements avec l'armée ce jour-là. L'organisme de radiodiffusion gouvernemental *Myanmar Radio and Television* a annoncé le 19 janvier que cette attaque qui a fait 6 blessés parmi les gardes-frontières était finalement imputable à l'*Arakan Rohingya Salvation Army* (ARSA). Elle serait la première de l'ARSA contre les forces gouvernementales depuis août 2017.

→ Six gardes-frontières birmans ont été blessés dans une embuscade tendue par l'AA le 16 janvier dans le village de Kyee Kan Pyin du township de Maungdaw, selon le porte-parole de l'armée. Cette embuscade est démentie par l'AA qui nie tout combat avec l'armée ce jour-là.

→ Des affrontements survenus le 17 janvier entre l'AA et l'armée birmane ont fait 2 blessés graves dans le nord du township de Maungdaw entre les villages de Yan Aung Pyin et Wet Kyain. Ces deux victimes civiles auraient été touchées par un tir de mortier d'origine inconnue.

→ 200 villageois ont fui le village de Ooyinthar pour Sango Taung, portant à 6 000 le nombre de déplacés suite aux attaques menées depuis décembre 2018 dans la région.

❖ Démission de chefs de village

→ Le 16 janvier, 30 chefs de village dans le township de Rathedaung ont présenté leur démission suite aux accusations liant certains de leurs pairs à l'*Arakan Army*.

❖ Procédures judiciaires

→ La Haute cour de justice de l'État Rakhine a rejeté le pourvoi en appel du député Aye Maung, ancien président de l'*Arakan National Party*, et Wai Hin Aung, écrivain, tous deux accusés de haute trahison et de diffamation pour avoir exprimé leur soutien à l'AA. Ils risquent la peine de mort ou l'emprisonnement à vie s'ils sont reconnus coupables.

→ Quatre Arakanais sont poursuivis en justice pour le meurtre d'un officier de renseignement militaire, le Caporal Win Htike à Sittwe, en septembre 2018. Deux d'entre eux sont membres de l'*Arakan Youth Conference*, un autre est affilié à l'Arakan National Party. Sur le point d'être libérés sous caution en l'absence de preuve concluantes, ces trois accusés ont toutefois été arrêtés de nouveau le 14 janvier. Le quatrième suspect a été arrêté et interrogé avec violences.

❖ Conférence de presse de l'armée

→ L'armée, représentée par le major-général Soe Naing Oo, le major-général Tun Tun Nyi et le Brigadier-général Zaw Min Tun, a tenu une conférence de presse sur la situation dans l'État Rakhine le 18 janvier 2019. À cette occasion, ils ont appelé l'AA à abandonner ses revendications visant à l'établissement d'un État confédéral et à revenir à la table de négociations.

❖ Soutien des États membres de l'ASEAN à la résolution de la crise dans le Rakhine

→ Lors de leur retraite organisée les 18 et 19 janvier à Chiang Mai sous la présidence du ministre des affaires étrangères thaïlandais, les ministres des affaires étrangères de l'ASEAN ont appelé l'État birman à trouver des solutions aux racines des problèmes dans l'État Rakhine. Ils ont discuté du rôle humanitaire que pourrait jouer les pays membres de l'ASEAN au Rakhine. Le ministre thaïlandais a déclaré qu'une équipe de l'ASEAN aurait pu être envoyée sur place, toutefois cette mission a été ajournée.

Processus de paix, minorités ethniques et affaires frontalières

❖ Affrontements entre l'armée et la *Karen National Union*

→ La *Karen National Union* accuse l'armée birmane de violer les conditions du cessez-le-feu, en déployant ses troupes dans le territoire de la KNU autour de Hpapun. Ce déploiement de troupes gouvernementales a donné lieu à des affrontements entre les deux groupes le 18 janvier.

❖ Populations déplacées dans l'État Shan

→ Faisant suite à sa déclaration de cessez-le-feu unilatéral pour 4 mois, l'armée a, par la voix du colonel Win Htut Lay du commandement de la zone Nord-Est, fait savoir qu'elle aiderait les déplacés de l'État Shan qui le souhaitent à retourner dans leurs villages d'origine, en leur proposant un transport. Ces populations restent, toutefois, préoccupées par la persistance des combats entre la *Ta'ang National Liberation Army* et le *Restauration Council of Shan State*.

❖ Rencontres inter-ethniques à Chiang Mai

→ Une délégation de la commission gouvernementale pour la paix menée par Khin Zaw Oo et les représentants des quatre groupes ethniques *Karen national Union*, *Restoration Council of Shan State*, *Karenni National Progressive Party* et *Kachin Independence Army* (KIA), ont tenu des rencontres séparées et informelles à Chiang Mai au début de la semaine. Le porte-parole du gouvernement Zaw Htay a indiqué que des négociations avec la KIA allaient se poursuivre dans les mois suivants. Il a également déclaré souhaiter des négociations avec l'*Arakan Army*.

❖ Rencontres entre le Karenni National Progressive Party et la commission gouvernementale pour la paix

→ Les représentants du *Karenni National Progressive Party* (KNPP), conduits par son vice-président Khu Oo Reh, se sont entretenus à Chiang Mai avec des membres de la commission gouvernementale pour la paix le 14 janvier. Cette rencontre visait à rapprocher le groupe KNPP de la signature de l'accord national de cessez-le-feu. Le KNPP a exprimé ses inquiétudes quant au déploiement de troupes de l'armée birmane sur son territoire depuis la fin 2018.

❖ Rencontres de l'envoyé spécial chinois pour les affaires asiatiques à Laiza

→ L'envoyé spécial chinois pour les affaires asiatiques, Sun Guoxiang, s'est rendu à Laiza, État Kachin, au quartier général de la *Kachin Independence Army* (KIA) la semaine dernière pour échanger avec la KIA et les leaders de l'Alliance du Nord, notamment ceux de l'*Arakan Army* (AA). Sun Guoxiang aurait insisté sur le fait que la Chine recherche la stabilité à ses frontières, il aurait également appelé l'AA à trouver des solutions pour mettre fin au conflit dans le Rakhine dans un dialogue de paix avec le gouvernement birman.

Situation intérieure

❖ Entrée en Birmanie refusée à la rapporteure spéciale des Nations Unies

→ Le ministère des affaires étrangères a indiqué qu'il ne lèverait pas l'interdiction d'entrée en Birmanie faite à la rapporteure spéciale pour la situation des droits de l'Homme en Birmanie, Lee Yanghee.

❖ Drogue et narcotrafic

→ Selon le bureau des Nations Unies contre la drogue et le crime, les surfaces cultivées de pavot à opium ont diminué de 10% depuis l'année dernière en Birmanie, sans affecter les revenus du narcotrafic qui sont évalués à 2,2 Mds USD. La part du narcotrafic dans le PIB birman s'étend entre 1.5% et 3.3%. Le nombre d'affaires concernant les stupéfiants examinées par la justice est passé en un an de 8 000 à 13 000 cas.

❖ Lutte contre le travail forcé

→ Le 17 janvier, un séminaire et cycle de travail autour du travail, de l'immigration et des mécanismes de plaintes visant à signaler les cas de travail forcé, a été lancé à Nay Pyi Taw par le ministre du travail Thein Swe. La Birmanie souhaite continuer de collaborer avec l'Organisation Internationale du Travail pour lutter contre le travail forcé.

❖ Réunions d'enfants soldats avec leurs familles

→ Le 18 janvier, plus de 1 700 enfants soldats en Birmanie ont été réunis avec leurs parents et environ 800 officiers militaires et autres membres de l'armée, qui les ont recrutés et utilisés, ont été punis, a déclaré le colonel Tun Tun Win du ministère de la Défense.

Relations extérieures

❖ Pression chinoise pour la reprise du projet du barrage de Myitsone

→ Suite à la visite de l'ambassadeur chinois dans l'État Kachin, les responsables locaux rencontrés, Awng Hkam, président du *Kachin Democratic Party* et le chef de la Convention Baptiste Kachin, ont déclaré se sentir menacés et sous pression pour accepter la reprise du projet de barrage de Myitsone. L'ambassade de Chine a publié un communiqué insistant sur l'adhésion des populations kachin à la reprise du projet, laquelle est démentie par les autorités locales.

❖ Birmanie - Laos

→ À l'invitation du ministre de la Défense laotien Chansamone CHANYALATH, le commandant en chef des forces armées, le Senior General Min Aung Hlaing, a assisté au défilé militaire pour la commémoration du 70ème anniversaire de la création des forces armées populaires lao, qui s'est tenu le 20 janvier à l'Académie Kommadam, dans la province de Vientiane.

❖ Visite de la secrétaire d'État aux affaires étrangères japonaise.

→ Une délégation japonaise conduite par la Secrétaire d'État aux affaires étrangères, Mme Toshiko Abe, est arrivée à Rangoun le 14 janvier. Elle s'est rendue dans le township de Maungdaw, dans le Rakhine, où elle a visité le centre de transit de Hla Phoe Khaung. La délégation a observé l'avancement des travaux de construction de 51 logements et la distribution de l'aide humanitaire soutenus financièrement par le gouvernement japonais.

→ Pendant son séjour en Birmanie, Mme Toshiko Abe s'est entretenue avec le ministre de la protection sociale, des secours et de la réinstallation Win Myat Aye, le 16 janvier. Elle a également rencontré le *Senior General* Min Aung Hlaing et le ministre pour les investissements et les relations économiques extérieures, Thaung Tun, à Nay Pyi Taw.

Économie

❖ Libéralisation du secteur bancaire

→ La Banque Centrale de Birmanie a annoncé, le 15 janvier, autoriser les banques birmanes à proposer des prêts sans obligation de garanties à des taux pouvant aller jusqu'à 16%. Cette mesure est présentée comme un gage de la libéralisation de l'économie birmane et comme un geste en faveur des petites et moyennes entreprises birmanes. Les banques birmanes sont également autorisées par la Banque Centrale à allouer 5% de leur portefeuille de prêt à des opérations de crédit hypothécaire n'excédant pas 3 ans à partir du 1er février 2019.

❖ Rétablissement des tarifs douaniers sur le riz birman par l'Union européenne

→ La Commission européenne a décidé, le 15 janvier, le rétablissement de tarifs douaniers sur l'importation de riz de la variété Indica en provenance de Birmanie et du Cambodge afin de freiner l'augmentation des importations qui a provoqué « des dommages économiques » chez les producteurs européens. La délégation européenne en Birmanie a expliqué que ce rétablissement des droits de douane pour le riz n'a pas d'objectif politique et n'est pas lié à la situation politique dans l'État Rakhine. Les taxes douanières s'appliqueront à partir du 18 janvier, pour trois ans, à raison de 175 euros par tonne importée la première année, avec un tarif dégressif les 2 années suivantes.

❖ Offre chinoise dans les transports à Rangoun

→ L'entreprise chinoise *China Railway Eryuan Engineering Group Co., Ltd* a fait présentation au parlement régional de Rangoun, le 14 janvier, d'un projet de construction de nouvelles lignes de train surélevées dans Rangoun pour un coût total de 1,5 milliard de dollars US. La construction pourrait prendre deux ou trois ans pour 24 stations, l'entreprise demande un contrat d'exploitation de 50 ans pour son opération.

Titre: Tout le monde est là ?
Explication : Dans le bus pour Myitsone, la conseillère pour l'État, le président, un parlementaire et un membre Kachin (la société civile Kachin) y sont déjà et le conducteur chinois demande au militaire s'il monte aussi dans ce bus.
Crédit caricature : The Irrawaddy

Ce document ne prétend pas à l'exhaustivité et ne reflète que des commentaires ou analyses parus dans la presse birmane, qui n'engagent en rien le point de vue propre de l'Ambassade.